

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Le sommet de la FAO déçoit par sa timidité

Nous pouvions espérer mieux d'un sommet qui se déroulait en pleine «crise alimentaire». Un sommet qui devait être une occasion de remettre sur la table les grands enjeux de l'agriculture, de la production jusqu'aux échanges commerciaux. Le rapport des 400 experts paru mi-avril qui remettait en question les orientations prises depuis 20 ans était un terreau qui pouvait faire croire que les «responsables» de ce monde deviendraient enfin... responsables. Malheureusement, une fois encore, il semble que cette opportunité n'ait pas été saisie. Il faut, de plus belle, nous engager pour changer les orientations de nos politiques agricoles nationales et internationales. Si cela ne vient pas d'en haut (FAO), faisons donc germer ces idées, de manière naturelle, par le bas.

La crise alimentaire devrait être rebaptisée crise du système agro-alimentaire. Nous ne sommes pas réellement face à un problème de pénurie des denrées alimentaires, mais face aux manquements liés à un système de production qui fait peu à peu faillite et à des échanges commerciaux inéquitables. Les sources de la crise actuelle sont de deux ordres. Une part provient du long terme et d'autres sont des événements plus récents.

Une crise annoncée

Les programmes d'ajustement structurel imposés aux pays en développement par la banque mondiale et le fonds monétaire international ont poussé ces Etats à ne plus investir dans le secteur agricole; notamment dans les cultures vivrières et les infrastructures de production et de transformation. Ils ont encouragé les cultures de rentes destinées à l'exportation (café, cacao, huile de palme etc.) dans le but d'obtenir des devises et les ont poussé à importer des denrées alimentaires devenues bon marché grâce aux subventions à l'exportation. L'ouverture des frontières et la baisse des taxes douanières ont également privé ces Etats d'une manne d'argent qui aurait pu être utilisée pour développer le secteur agricole. Parallèlement, si l'aide au développement est passée de 20 milliards de dollars en 1980 à 100 milliards en 2007, la part destinée à l'agriculture est tombée dans le même temps de 17 milliards à 3 milliards. Les ingrédients étaient donc réunis pour enterrer l'agriculture vivrière des pays en développement.

Au nord, c'est à la fin des années 80 qu'un débat sur l'agriculture a eu lieu: problématiques de la gestion des surplus de production, des impacts environnementaux et de la garantie des prix. Cette mini-révolution a amené à réduire les stocks considérés comme un outil de régulation trop cher, à rendre la production plus écologique en instaurant l'éco-conditionnalité des paiements directs et à déréguler les marchés agricoles. L'Etat a depuis lors le «désengagement» comme mot d'ordre.

Les accords bilatéraux et multilatéraux (OMC) de libre-échange ont achevé le processus au nord comme au sud en imposant une réduction des protections aux frontières. Ces importations «à tout prix» ont fait pression sur les prix et poussé de nombreuses familles paysannes

à l'abandon du secteur (6 exploitations par jour en Suisse, 1 par minute dans l'Union européenne).

Phénomènes récents

Des événements plus récents se sont ajoutés à cette destruction en règle de l'agriculture paysanne. L'augmentation du prix du pétrole a fait exploser les coûts de production (engrais, machines, transport) et encouragé la production d'agrocarburants. Ces derniers font partie du problème puisqu'ils ont provoqué une concurrence pour la terre et asséchés certains marchés de denrées alimentaires (par exemple le maïs). Cela a contribué à encourager la spéculation massive sur les matières premières agricoles. Les fonds spéculatifs ont attiré des boursicoteurs prêts à prendre des risques élevés pour espérer gagner un maximum. Ils ont tablé sur le fait que la terre serait toujours plus rare en raison des utilisations autres qu'alimentaires (carburants, zones industrielles, etc.), que la classe moyenne du continent asiatique serait toujours plus demandeuse de viande, que les catastrophes climatiques (sécheresses ou inondations) seraient plus fréquentes et amèneraient plus d'incertitudes sur les récoltes. Les opérateurs de marché sont allés jusqu'à écarter du marché certains stocks afin de faire monter les enchères et générer d'énormes profits.



A Rome, lors du forum alternatif au sommet de la FAO. Photo: Ben Powless

... Aux émeutes de la faim

Cela a fait exploser les coûts des aliments et provoqué des émeutes dans les pays où près de 80% du revenu est destiné à l'alimentation. Les Etats n'étant pas en mesure d'augmenter l'offre - par des importations devenues trop chères ou par une relance de l'agriculture à court terme - se sont retrouvés face à des populations en colère. Certaines régions, qui avaient l'habitude d'exporter une part importante de leur production

comme le sud-est asiatique ou l'Amérique latine, ont décidé d'instaurer des taxes à l'exportation pour créer des stocks.

Ce qui précède prouve que nous sommes surtout face à un problème structurel. Il n'est pas possible de tout laisser au marché sans un contrôle de l'Etat ou des Etats. La libéralisation des marchés agricoles est l'une des causes principales de la crise que nous vivons.

Face à deux alternatives

Aujourd'hui nous pouvons dire que le monde se trouve face à deux voies. L'une consiste à remettre en question le modèle agricole prôné depuis de nombreuses années et de repenser nos politiques agricoles nationales et internationales. L'hypothèse de base étant que nous ne sommes pas face à un problème de quantités disponibles mais plutôt de répartition et d'échanges inéquitables.

L'autre voie est celle qui part de l'idée qu'il faut augmenter la production pour résoudre la crise; en utilisant plus d'intrants et en développant les technologies génétiques; tout en ouvrant parallèlement les frontières afin de garantir un maximum d'échanges de denrées alimentaires.

Pour Uniterre, la seconde voie est à bannir puisqu'elle propose comme solution (libéralisation extrême des marchés), la cause même du problème actuel. Nous pensons qu'il faut emprunter la première voie et que chaque population se pose les questions de fond sur ses politiques agricoles et alimentaires. Le concept de souveraineté alimentaire permet ce débat de société et c'est pourquoi nous envisageons de lancer une initiative populaire proposant d'inscrire la souveraineté alimentaire dans notre Constitution. C'est le travail que nous devons accomplir sur le plan national.

Sur le plan international, Uniterre est membre de La Via Campesina. Ce mouvement a écrit une lettre ouverte à la FAO plus d'un mois avant la conférence en lui suggérant de prendre des mesures concrètes pour renforcer la production alimentaire issue de l'agriculture paysanne. La Via Campesina était aussi co-organisatrice du forum alternatif «Terre Preta» qui a eu lieu à Rome pendant le sommet de la FAO. Le forum a exhorté les Etats à changer les politiques agricoles et à éviter de répéter les mêmes erreurs. Le

forum a demandé notamment de ne pas compromettre le droit à l'alimentation, d'encourager l'agriculture agro-écologique, de combattre la spéculation financière sur l'alimentation ainsi que les accords de libre-échange, d'encourager des réformes agraires et de favoriser l'accès à la terre pour les paysans. Les organisations participantes se sont opposées à la production et à l'exportation d'agrocarburants industriels contrôlés par les firmes multinationales qui en font la promotion. Le forum appelle les organisations paysannes à travailler avec les gouvernements nationaux et les organisations multilatérales pour développer des politiques qui renforcent le droit à la souveraineté alimentaire.

La FAO décevante

En 2002, la FAO avait annoncé son objectif de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim (850'000 millions) d'ici à 2015. Ce nombre a augmenté de 100 millions. Malgré l'échec des politiques précédentes, la FAO n'a pas été capable de choisir entre les deux voies présentées plus haut et n'a pas voulu entendre les organisations paysannes. L'organisation onusienne a préféré continuer son exercice d'équilibriste en reconnaissant d'une part la nécessité de renforcer l'agriculture vivrière et les investissements dans l'agriculture tout en appelant à un appui immédiat à la libéralisation des échanges internationaux notamment en menant à bien les négociations de Doha à l'OMC.

Il y a donc peu à attendre de la FAO pour le moment. Une mobilisation citoyenne reste nécessaire tant sur le plan national qu'international. Les membres de l'OMC souhaitent conclure au plus vite le cycle de négociation actuel (avant la fin de l'année) afin de s'éviter toute remise en question des politiques de libre-échange. Il s'agit donc de retarder encore une fois le processus afin de les amener à faire le bilan de 13 ans d'OMC. Il est indispensable d'interpeller le Conseil fédéral sur la politique agricole en Suisse comme sur ses engagements sur le plan bilatéral et multilatéral.

Valentina Hemmeler Maïga

En savoir plus:
www.viacampesina.org
www.foodsovereignty.org
<http://www.fao.org/foodclimate/hlc-home/fr/>